

"La Mauritanie, un pays prioritaire pour l'Espagne"

M. Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des Affaires étrangères est attendu aujourd'hui, mardi 27 juin 2006, à Nouakchott. Etant le premier chef de diplomatie de l'Union européenne à visiter la Mauritanie depuis août 2005, il vient transmettre un message des plus clairs, sur la volonté de



l'Espagne de contribuer au succès de la transition en Mauritanie. Cette visite exprime le niveau de la coopération entre les deux pays dont la collaboration en matière de lutte contre les flux migratoires clandestins commence à donner ses fruits.

Dans cette interview exclusive à Horizons, le chef de la diplomatie espagnole retrace les contours de la coopération mauritano-espagnole en annonçant un budget de 6,3 millions d'Euros pour les actions de l'Agence espagnole de Coopération internationale en Mauritanie pour la période 2005-2006.

"La Mauritanie, un pays prioritaire pour l'Espagne"

M. Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des Affaires étrangères est attendu aujourd'hui mardi 27 juin 2006 à Nouakchott. Etant le premier Chef de diplomatie de l'Union européenne à visiter la Mauritanie depuis août 2005, il vient transmettre un message des plus clairs, sur la volonté de l'Espagne de contribuer au succès de la transition en Mauritanie. Cette visite exprime le niveau de la coopération entre les deux pays dont la collaboration en matière de lutte contre les flux migratoires clandestins commence à donner ses fruits.

HORIZONS: *La Mauritanie et l'Espagne sont deux pays voisins qui partagent des intérêts dans bien des domaines. Quelle appréciation faites-vous de l'état actuel de la coopération entre les deux pays?*

Miguel Angel Moratinos: La Mauritanie et l'Espagne sont, effectivement, deux pays unis avant tout par la proximité géographique - nos deux pays sont presque voisins -, par une expérience historique partagée et par une vocation atlantique et méditerranéenne commune. A partir de ces éléments, un sentiment de sympathie et de solidarité mutuelle s'est forgé, celui-ci se traduisant au quotidien par des contacts de toutes sortes - tourisme, coopération, affaires, politique - que nous souhaitons voir se développer. Ce sentiment de proximité constitue un potentiel de grande valeur pour le développement de notre relation bilatérale.

En Afrique, la Mauritanie est un pays prioritaire pour l'Espagne. Le plan directeur de la coopération espagnole et le plan Afrique, récemment approuvé par le gouvernement espagnol en vue de définir et de souligner clairement l'engagement espagnol vis-à-vis du développement du continent africain, sont le reflet de cet intérêt. L'AECI (Agence espagnole de coopération internationale) fait actuellement un grand effort en Mauritanie, son budget pour 2005 et 2006 étant en effet de 6,3 millions d'euros ; ce qui suppose une augmentation de 23,5% par rapport aux 5,1 millions d'euros versés en 2004. Si l'on considère le total de l'aide au développement que reçoit la Mauritanie, l'Espagne se situe au deuxième rang des donateurs bilatéraux européens.

Tout en accompagnant la Mauritanie dans ses stratégies de développement intégral et durable, nous souhaitons accroître nos échanges économiques et contribuer au développement du pays en tirant parti des perspectives favorables que laisse entrevoir l'exploitation de ses hydrocarbures (pétrole et gaz). En ce sens, nous avons très fortement apprécié, à l'instar d'autres membres de la communauté internationale, que la Mauritanie se soit engagée à administrer de façon transparente les importantes ressources dérivant de ses industries extractives et à garantir ainsi leur bonne gestion.

6,3 millions d'euros d'aide au développement en 2005-2006

Ce même engagement est aujourd'hui appliqué avec une grande détermination dans la gestion des finances publiques ; ce qui nous a permis de soutenir fermement la Mauritanie au sein du Fonds monétaire international, en vue de l'intégrer aux programmes d'allègement de la dette.

L'Espagne va ainsi continuer à

que la transition espagnole a dû, elle aussi, surmonter quelques réticences initiales, et celles-ci, avec le recul, nous semblent aujourd'hui logiques et compréhensibles. C'est pour cette raison que, du fait de notre amitié envers la Mauritanie, nous avons voulu, dès le début, faire preuve d'une attitude constructive et vigilante, active et solidaire, pour que l'Etat de droit et la démocratie puissent, dès que possi-

" Nous avons encouragé l'Union européenne à accompagner le processus de démocratisation "

soutenir les efforts mauritaniens en matière de développement, à travers les investissements du secteur privé, d'une part, et les politiques de coopération au développement menées par les administrations publiques, qu'elles soient centrales, régionales ou locales, d'autre part, en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie élémentaires.

HORIZONS: *Nous savons que l'Espagne a, au départ, eu certaines réserves vis-à-vis du changement du 3 août. A la lumière des développements intervenus depuis, sur la scène politique en Mauritanie et de la mise en œuvre du programme de transition, y a-t-il eu une évolution de la position de votre pays?*

Miguel Angel Moratinos: De même que d'autres pays importants et que les organismes internationaux, l'Espagne n'a pu voir d'un bon œil une mesure qui renversait l'ordre constitutionnel établi, si imparfait et susceptible d'être amélioré soit-il. Notre réaction s'explique précisément par ce sentiment sincère d'amitié et de solidarité qui nous lie au peuple mauritanien, car nous souhaitons tout ce qu'il y a de mieux pour ce pays, et la rupture de l'ordre démocratique ne conduit jamais, ou presque, à un tel résultat.

L'Espagne a également vécu une transition démocratique et pacifique, et aujourd'hui, fort heureusement, cette démocratie est consolidée. Comme aujourd'hui pour la Mauritanie, le soutien énergétique de la communauté internationale a joué un rôle important dans la réussite du processus. Il me semble opportun de rappeler aujourd'hui

ble, être au service de ce peuple ami.

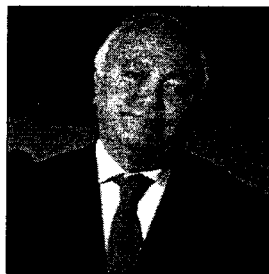
Après avoir constaté qu'il existait un engagement ferme de la part des autorités - qui paraissait sincère - et que celui-ci bénéficiait du soutien majoritaire de la société mauritanienne, nous avons décidé nous aussi d'appuyer les engagements d'une transition visant à la démocra-

Une contribution espagnole, à hauteur de 500.000 euros au renforcement du processus électoral

tratisation du pays. Pour cette raison, nous avons encouragé activement l'Union européenne à accompagner, dans une perspective critique mais constructive, vigilante mais positive, ce processus de démocratisation qui, nous le souhaitons, sera une réussite.

Toujours dans la même optique, nous avons apporté notre soutien à des mesures prises en accord avec la communauté internationale, telles que le projet d'accompagnement et de soutien au processus de consultations électorales. Celui-ci a commencé le 25 juin dernier avec le référendum sur la réforme constitutionnelle, qui, entre autres mesures, limite le mandat des futurs présidents.

Le suivi de l'Union européenne a commencé avec l'ouverture des consultations prévues à l'article 96 de l'accord de Cotonou, pensé pour aborder toute situation de rupture constitutionnelle dans la perspective de rétablir la démocratie. J'ai la satisfaction de pouvoir dire que ce processus de consultations, qui a



supposé la suspension de nouveaux projets de coopération européens, a été provisoirement interrompu, en raison de la bonne marche du processus de transition, et qu'il prendra définitivement fin quand ce dernier arrivera avec succès à son terme.

L'on ne peut donc pas dire que notre position a changé, mais que nous avons pu constater avec satisfaction que les engagements officiels de retour à la démocratie sont en train de porter leurs fruits. Dans la mesure où ce processus de démocratisation se poursuit dans cette direction, le premier à en bénéficier sera le peuple mauritanien et, pour cette raison, nous l'accompagnerons et lui apporterons notre soutien le plus ferme.

HORIZONS: *De nombreux partenaires de la Mauritanie dont l'Union Européenne ont mobilisé des contributions pour la mise en œuvre du processus de transition. Quelle a été la contribution du Royaume d'Espagne à ce processus?*

Miguel Angel Moratinos: Le

du peuple. Pour s'assurer de la continuité de ce consensus, il doit se refléter dans un système démocratique, un Etat de droit permettant l'expression des intérêts légitimes, et contribuant à résoudre sans conflit les différends qui, inévitablement, existent dans toute société humaine. Ce système est parfaitement compatible, par ailleurs, avec le respect des traditions et des valeurs propres d'une société islamique d'une sagesse séculaire comme la société mauritanienne.

Notre soutien se traduit par diverses mesures concrètes, telles que la contribution, à hauteur de 500.000 euros, au projet du PNUD visant à renforcer le processus électoral de la transition, et l'appui à un programme de consolidation de la transition démocratique que prépare actuellement le Club de Madrid. Ce dernier est un centre international non gouvernemental, qui a son siège dans la capitale espagnole, et par l'intermédiaire duquel d'anciens présidents et Premiers ministres, ayant vécu eux-mêmes des processus de transition, partagent leur expérience avec d'autres chefs d'Etat ou de gouvernement, comme le chef de l'Etat mauritanien.

HORIZONS: *L'immigration clandestine constitue un dossier qui intéresse l'Espagne et la Mauritanie en tant que pays de transit. Où en est la gestion de ce dossier où bien des drames humains ont eu à se produire? Et pensez-vous que les mesures préventives mises en œuvre ont permis d'endiguer ce phénomène?*

Miguel Angel Moratinos: L'Espagne est très reconnaissante à la Mauritanie de sa collaboration dans la gestion des flux migratoires irréguliers qui, au cours des derniers mois, ont parfois utilisé son territoire ou ses côtes pour atteindre l'Espagne. Les réseaux qui facilitent ce transit illégal ont beau l'encourager, il faut bien signaler que l'immigration irrégulière suppose pour les personnes qui se lancent dans cette aventure, premièrement, de s'exposer à l'exploitation du trafic de personnes, deuxièmement d'assumer un risque personnel exa-

Une politique de coopération et de concertation internationale en matière de migrations

L'Espagne n'ignore pas combien il est important d'obtenir un large consensus national pour mener à bien une transition politique démocratique. Nous mêmes avons vécu cette expérience et nous souhaitons, toutes proportions gardées, le contexte et l'époque étant différents, qu'elle puisse être transposée en Mauritanie. Il n'y a pas de développement ni de démocratie possible sans le consensus fondamental

géré, troisièmement de dépenser, certainement en vain, une somme d'argent exorbitante et, enfin, de se retrouver dans une situation illégale qui se termine par leur renvoi dans les pays d'où ils sont partis ou dont ils sont ressortissants. Je lance donc un appel à la réflexion à tous ceux qui envisagent de remettre leur sort entre les mains des trafiquants de personnes, pour qu'ils renoncent à courir des risques sus-

ceptibles de les conduire à une situation tragique, avec de très faibles chances de succès.

Cela ne signifie pas que l'Espagne envisage l'immigration uniquement comme un problème ou encore comme une question exclusivement nationale. Nous n'ignorons pas que l'immigration, quand elle est légale et canalisée, constitue une source positive de développement pour le pays d'accueil et qu'elle peut représenter un facteur de développement pour le pays d'origine. Mais pour cela, elle doit faire l'objet d'une intégration légale

d'intérêt mutuel.

Nous sommes satisfaits de pouvoir dire que, grâce à la coopération bilatérale, cette collaboration commence à porter ses fruits et permet déjà de limiter les situations de risque auxquelles conduisent bien souvent ces aventures migratoires.

HORIZONS: *Une certaine opinion pense que l'Espagne renvoie vers la Mauritanie des centaines de personnes qui n'ont pas transité par le territoire mauritanien obligeant ainsi les autorités mauritaniennes à gérer l'accueil et le rapatriement d'un public nombreux qui pouvait ne pas la concerner. Que pouvez-vous dire à ce sujet à nos lecteurs ?*

Miguel Angel Moratinos: Depuis le début de l'année, un total de 270 personnes, soit 40 Mauritanien et 230 ressortissants de pays tiers, ont été rapatriés en Mauritanie, en vertu de l'accord sur

réfléchissent sérieusement avant d'assumer le risque que suppose la décision d'émigrer de façon irrégulière. Dans le cas où ils surmonteraient les dangers et les souffrances, ce qui les attend, selon toute probabilité, c'est le renvoi.

Quoiqu'il en soit, l'Espagne les traite avec humanité dès le moment où ils sont interceptés ou repêchés, et ce jusqu'à ce qu'ils soient finalement renvoyés dans le pays d'où ils sont partis ou dont ils sont ressortissants. Ce n'est pas là la question, car nous respectons avant tout la dignité de ces personnes. Mais un pays ne peut permettre que les réseaux organisés qui facilitent l'émigration irrégulière agissent avec impunité. Il ne peut pas non plus permettre que ses frontières soient perméables, qu'il n'y ait pas de contrôle ou que ne soit pas appliquée la légalité nationale et internationale.

L'aide que sollicite l'Espagne aux pays amis et voisins, comme la Mauritanie, en matière de migration va dans les deux sens: nous demandons une collaboration, mais nous offrons également une collaboration. Voilà pourquoi nous sommes si satisfaits des mécanismes de contrôle préventif mis en place avec la Mauritanie, visant à éviter

rité espagnole. Comment, selon vous, doit se faire le renouvellement de cet accord de pêche?

Miguel Angel Moratinos: Depuis des mois, l'Espagne appuie les négociations menées par la Commission européenne et le gouvernement mauritanien. Nous reconnaissons l'intérêt légitime de la Mauritanie, désireuse d'obtenir un accord satisfaisant prenant en compte ses besoins en ce qui concerne la gestion et l'exploitation de cette ressource économique importante qu'est la pêche. Nous appuyons également la nouvelle perspective dans laquelle s'inscrit cet accord, envisagé non comme un simple accord économique selon lequel on paie pour pêcher, mais aussi comme un accord de coopération permettant le développement durable de cette ressource naturelle, cette richesse mauritanienne. Parallèlement, l'Espagne poursuivra ses actions dans cet esprit de coopération, avec des mesures bilatérales de développement, comme les projets de rénovation du Port de Nouadhibou (balisage, remorqueur, agrandissement et modernisation du quai destiné à la pêche). Nous espérons donc que, au cours de ces mois de juin et de juillet, la négociation aboutira de façon satisfaisante. Ce n'est pas la même chose d'accorder des licences directement aux pêcheurs étrangers, ce que peut toujours faire la Mauritanie en tant qu'Etat souverain, que de maintenir une relation de coopération halieutique avec l'UE, dans le cadre de laquelle les deux parties travaillent à la fois pour offrir un prix équitable au produit de la pêche et pour préserver les ressources tout en développant leur exploitation industrielle par les Mauritaniens eux-mêmes.

HORIZONS: *Qu'est-ce qu'il faut, selon vous, pour favoriser le renforcement de la coopération mauritano-espagnole?*

Miguel Angel Moratinos: Je

crois, comme je l'ai déjà dit auparavant, que la coopération espagnole avec la Mauritanie est en très bonne voie. Nous pensons accroître notre effort de coopération au développement avec un budget croissant. D'après ce que j'ai cru comprendre, certaines Communautés autonomes espagnoles, dont les Canaries et l'Andalousie, pour n'en citer que deux, vont également poursuivre leur action, et je ne dois pas oublier la douzaine d'ONG de Développement espagnoles qui, à travers leur effort tant économique que personnel, témoignent de notre sentiment de sympathie envers la Mauritanie et de solidarité envers ses habitants, un sentiment généralisé dans notre pays.

Je tiens à profiter de cette occasion pour rappeler qu'en 2005 le Prix Prince des Asturies de la Concorde a été décerné aux Filles de la Charité de Saint Vincent de Paul, dont l'ONG, COVIDE (Coopération vincentienne pour le développement), compte parmi les plus actives en Mauritanie. A travers l'attribution de cette importante récompense, je souhaite rendre un hommage mérité à toutes les ONGD espagnoles présentes en Mauritanie. Je crois très sincèrement que la société civile espagnole est en train de montrer sans équivoque, par des faits sur le terrain, son haut degré de solidarité envers le peuple mauritanien. Cette présence appréciable sur le terrain des ONGD espagnoles constitue un élément distinctif de notre coopération au développement, et nous en retirons un légitime et profond sentiment d'orgueil.

Par ailleurs, le fait qu'une ligne aérienne privée espagnole ait sollicité dernièrement l'autorisation d'offrir des vols directs à destination des Canaries reflète clairement l'intérêt croissant que la Mauritanie présente pour les touristes et les investisseurs espagnols. ●

Propos recueillis par Ely Ould Abdallah

"Nous sommes si satisfaits des mécanismes de contrôle préventif mis en place avec la Mauritanie"

et ordonnée à l'arrivée. L'Espagne déploie d'énormes efforts pour intégrer correctement plus de trois millions de personnes de nationalité étrangère, parmi lesquelles de nombreux Maghrébins et Subsahariens.

A côté de ces avantages, nous avons malheureusement pu voir comment, à Ceuta et à Melilla, l'automne dernier, et depuis quelques mois aux Canaries, l'immigration illégale crée des drames et des tensions. Voilà pourquoi l'Espagne encourage une politique de coopération et de concertation internationale en matière de migrations, dans le cadre de ses relations bilatérales avec les pays d'origine ou de transit, ainsi que dans la relation de l'Europe avec l'Afrique. Ce concept de partenariat entre les pays d'origine, de transit et de destination de la migration est un concept novateur, qui pour la première fois va faire l'objet d'une importante conférence, la Conférence euro-africaine sur la migration et le développement, qui se tiendra à Rabat les 10 et 11 juillet pour aborder de toute urgence et de façon intégrale les problèmes de l'émigration, à la fois légale et illégale, en accordant un intérêt particulier à la relation migration - développement.

L'Espagne et la Mauritanie développent une coopération bilatérale très satisfaisante concernant les questions migratoires. Le voyage des secrétaires d'Etat aux Affaires étrangères et à la Sécurité, en mars dernier, a permis d'élaborer une réflexion conjointe avec les autorités mauritaniennes sur la meilleure façon d'aborder la gestion des flux migratoires entre les deux pays, et une série de mesures urgentes ont été adoptées pour faire face à la grave situation humanitaire provoquée par l'arrivée massive, et dans des conditions dramatiques, d'immigrés clandestins d'origine subsaharienne aux Iles Canaries. Nous avons notamment convenu d'accroître l'aide nécessaire en ce qui concerne les premiers soins à accorder aux immigrés, leur accueil et leur séjour temporaire, de renforcer le contrôle des frontières maritimes pour éviter la sortie d'embarcations avec des immigrés clandestins à bord, de doter la gendarmerie mauritanienne de quatre patrouilleurs, et de mettre en œuvre des activités de formation à l'intention des membres des Forces de sécurité mauritanienne. Un nouveau comité mixte hispano-mauritanien sur les flux migratoires, qui se réunira au moins une fois tous les six mois, sera chargé du suivi de ces questions et d'étudier tout autre sujet

triement d'un public nombreux qui pouvait ne pas la concerner. Que pouvez-vous dire à ce sujet à nos lecteurs ?

Miguel Angel Moratinos: Depuis le début de l'année, un total de 270 personnes, soit 40 Mauritanien et 230 ressortissants de pays tiers, ont été rapatriés en Mauritanie, en vertu de l'accord sur

Maintenir une relation de coopération halieutique avec l'UE

les flux migratoires de 2003. La totalité des ressortissants de pays tiers avaient transité par la Mauritanie. En effet, si cela n'avait pas été le cas les autorités mauritaniennes n'auraient pas accepté leur réadmission en application de l'accord hispano-mauritanien de 2003.

Je dois souligner, quoiqu'il en soit, que la réadmission constitue un élément très important, contribuant à ce que les jeunes Africains

les départs incessants de pirogues emportant de nombreux jeunes Africains en haute mer et mettant leur vie en grave danger, et ce pour un coût économique élevé pour eux et pour leurs familles.

HORIZONS: *L'accord de pêche Mauritanie-UE vient à expiration. Or nous savons que la flotte européenne de pêche, opérant dans les eaux mauritaniennes, est à majo-*